

C'est donc exclusivement sur la base de la lutte des deux classes fondamentales de la société : le capitalisme et le prolétariat qu'il sera possible de comprendre la victoire du bloc des gauches en mai 1932 et non en fonction d'une politique soi-disant indépendante des classes moyennes. Il faudra donc considérer les gouvernements radicaux comme des formes de domination capitaliste, apparaissant pour briser les possibilités qui pourraient exister pour une attaque indépendante de la classe ouvrière.

* * *

Le 6 février doit être examiné non en fonction du caractère violent que revêtirent les manifestations, mais en fonction de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie. Il ne suffit pas de citer les chocs sanglants de la place de la Concorde pour pouvoir affirmer qu'il existe une opposition fondamentale entre la droite et la gauche bourgeoise. Que l'on tienne seulement compte du fait qu'entre Hitler et Roehm n'existait aucune opposition fondamentale et pourtant on connaît les conséquences du 30 juin. Par ailleurs, la meilleure confirmation de notre opinion, est le vote de trêve au gouvernement national issu de « l'émeute », par l'ensemble des radicaux.

Les manifestations violentes du 6 février sont des symptômes du climat historique actuel. Si jadis le roulement entre la droite et la gauche se faisait parlementairement, aujourd'hui cela requiert des manifestations violentes qui découlent du déclin du capitalisme et, en fin de compte, de son désir de manœuvrer le prolétariat, de le pousser en dehors de ses organismes et loin de ses revendications de classe, pour l'enrôler pour la guerre de demain.

La conversion du capitalisme français vers la droite découlait des nouvelles situations et particulièrement de la nécessité de passer à une attaque générale contre les conditions de vie des masses travailleuses. Dans des époques révolutionnaires, lorsque le prolétariat marche à l'assaut du pouvoir, ce sont les formations de gauche et d'extrême-gauche bourgeoises qui sont les plus qualifiées pour défendre le régime capitaliste. Par contre, lorsque cette attaque révolutionnaire n'est plus l'axe de toute l'évolution sociale, le capitalisme opère une conversion à droite, moyen le plus efficace pour préparer la nouvelle guerre. Le passage à un gouvernement de droite correspond donc à une nécessité absolue pour le capitalisme qui verra à ce moment sa gauche occuper des positions aptes à empêcher l'intervention du prolétariat pouvant entraver cette évolution du capitalisme.

La première édition du gouvernement Daladier voulait réaliser l'Union Nationale autour du parti radical. Ce qui prouve bien que droite et gauche ne sont pas irréductiblement opposées. S'il n'y a pas réussi, cela tient aux caractères particuliers de l'époque impérialiste, à la nature contradictoire de toutes les forces qui surgissent de la société capitaliste. Ces remous contradictoires ne s'expriment pas seulement dans l'opposition des classes fondamentales de la société, mais comprennent les formations qui s'agitent au sein de la classe capitaliste elle-même. Marx, contre Lassalle, avait déjà mis en évidence cette donnée de fait et c'est au centrisme que revient le mérite d'avoir ridiculisé, par la formule « classe contre classe », une des positions centrales du marxisme. Celui-ci n'identifie pas uniformément toutes les expressions d'une société ou d'une classe, dont la loi est la contradiction permanente entre ses composants. Le marxisme recherche plutôt quelles contradictions pourront déterminer le choc révolutionnaire pouvant engendrer la nouvelle société. Et ici il faut immédiatement dire que, seule, l'opposition entre capitalisme et prolétariat peut féconder des mouvements révolutionnaires. Le parti du prolétariat, loin de voiler les contradictions qui existent au sein même de la bourgeoisie, les mettra en évidence, afin d'empêcher la classe ouvrière de rechercher l'appui d'une formation bourgeoise, car toutes les luttes internes du capitalisme sont inévitablement appelées à se résoudre en faveur de la bourgeoisie.

Quant aux classes moyennes, il faut que le prolétariat ait réalisé sa victoire insurrectionnelle, détruit le mécanisme de domination de la bourgeoisie, pour qu'elles se déterminent à appuyer l'œuvre du prolétariat. Sans l'intervention du prolétariat, la société bourgeoise ne peut que se mouvoir dans une direction favorable aux intérêts du grand capitalisme.

Tenant compte des considérations émises, il est possible de comprendre que le 6 février fut une partie entre deux forces sociales qui, tout en étant opposées entre elles, n'avaient pourtant qu'un seul but : défendre le régime capitaliste.

Le prolétariat n'avait aucun choix à faire ce jour-là, entre les deux partenaires en présence. Il devait se regrouper autour de ses positions de classe, pour permettre le développement immédiat de ses luttes.

Actuellement, l'on ergote beaucoup sur les intentions de Daladier ou de Frot lors des événements du 6 février. Mais, pour les marxistes, les idées politiques n'ont aucune force propre ; elles relèvent des classes qu'elles expriment. Même si les premières propositions de Frot, le 7 février au matin, avaient été adoptées et que le cabinet Daladier était resté au pouvoir, il est certain que très rapidement — Frot ou Blum ne pouvant faire appel à la révolution prolétarienne qui aurait été le seul moyen effectif d'empêcher la réalisation des plans du capitalisme — l'Union Nationale se serait quand même constituée.

Lors des événements du 6 février, le parti du prolétariat, au lieu de pousser les ouvriers à opter entre les différents clans bourgeois, tactique qui a conduit à la victoire du fascisme en Allemagne, aurait dû démontrer que la situation ne se déroulait pas autour du dilemme Tardieu-Frot, Daladier, mais que la lutte entre ces derniers représentait le paravent derrière lequel se dessinait l'attaque générale du capitalisme contre la classe ouvrière, contre ses organisations de classe, pour la préparation des conditions concrètes de la guerre de demain.

LA PERSPECTIVE DU FASCISME EN FRANCE

La conception de la perspective politique, prise dans sa signification de principe, se relie directement avec les positions qui sont appliquées dans une période déterminée. Envisagée ainsi, elle n'a rien à voir avec les « prophéties » sur l'évolution des événements, mais devient un facteur de tout premier ordre dans la lutte politique. En règle générale, les marxistes peuvent présager de l'avenir, dans la mesure où ils rendent le prolétariat capable d'influencer les événements dans un sens favorable à l'éclosion de la révolution.

Il ne s'agit donc pas, pour ce qui est de la France, d'établir une « prophétie » sur l'arrivée du fascisme au pouvoir, mais d'établir les bases de la concentration ouvrière, les revendications et moyens de lutte, pouvant réaliser le front le plus large et le plus compact des masses prolétariennes devant l'attaque capitaliste.

L'impérialisme français, comme nous l'avons déjà indiqué, a pu, grâce à ses caractéristiques, mieux résister que d'autres pays aux coups de la crise économique. L'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, où le fascisme a pu vaincre, ne se trouvaient pas dans une pareille situation. Le manque de débouchés et de soupape coloniale, mettaient ces impérialismes devant la nécessité de résoudre, à l'intérieur exclusif de leurs frontières, les problèmes issus de la crise. Par là, ils devaient arriver inévitablement à l'étranglement violent de toute organisation ouvrière, à l'imposition violente de conditions de vie dégradantes aux masses travailleuses. Par surcroît, ces pays avaient aussi connu, dans l'après-guerre, des mouvements insurrectionnels qui avaient donné aux prolétaires une expérience révolutionnaire ; ces derniers auraient donc pu trouver dans leurs défaites un terrain propice à la construction du parti de la révolution. Par contre, en France, le prolétariat n'a pas traversé, après la guerre, de grandes épreuves. La scission de Tours n'a pas été suffisante que pour jeter les bases d'un parti révolutionnaire pouvant faire converger les phénomènes de la crise économique vers le déclenchement de l'insurrection.

Tenant compte de ces considérations, il en résulte que la perspective du fascisme menaçant, au lieu de représenter une condition favorable à la lutte prolétarienne, peut devenir un élément de confusion en déterminant les ouvriers à la lutte pour empêcher les meetings d'Henriot, Taittinger, De la Roque, Daudet, mais les immobilisant quand il s'agit de construire un front de lutte face à l'attaque du gouvernement de Doumergue contre les salaires, attaque inaugurée par les pleins pouvoirs, les réductions aux fonctionnaires, la réforme fiscale. En outre, une perspective erronée du danger fasciste peut conduire à négliger les formations bourgeoises non fascistes, qui en Italie, en Allemagne, eurent une grande importance en tant